

Quelques aperçus et leurs conséquences

La radio et la guerre — La radio et les élections —
La radio et les finances

ET LES 700,000 FRANÇAIS EN DEHORS DE QUEBEC

Les événements qui se déroulent à l'heure actuelle jettent une lumière nouvelle sur le problème de la radio. Nous sentons plus que jamais le rôle important de la radio, et malheureusement nous touchons du doigt des lacunes déplorables qu'on aurait dû faire disparaître depuis longtemps. Pour ce qui regarde les trois provinces des Prairies, il est inconcevable que le français à Radio-Canada (CBK Watrous) soit à peu près l'équivalent de zéro.

LA RADIO ET LA GUERRE. Prenons le cas de la guerre. On nous parle à tout propos "d'efforts de guerre"; on invite les canadiens à "faire leur part"; on nous demande d'aller défendre "la cause de la civilisation". Mais quel stimulant, quel encouragement avons-nous pour supporter notre part du fardeau? Nos gens ne comprennent rien aux beaux discours qu'on leur fait en anglais; ils ne reçoivent aucune nouvelle de guerre sinon en anglais. Peut-on les blâmer? Non, car ils sont tous comme nos compatriotes anglais du Québec qui ne comprennent pas le français.

Voici par exemple un fait criant. Samedi dernier, entre 8 heures et 9 heures du matin, Radio-Canada nous a fait entendre un magnifique discours prononcé par le premier ministre anglais, M. Chamberlain. Ce discours a duré près d'une heure. Or, Radio-Canada a fait enregistrer ce discours sur disques et l'a fait entendre de nouveau au complet, le même jour entre 4 heures et 5 heures de l'après-midi.

Comment peut-on expliquer que la Commission Canadienne de la Radio a pu trouver le temps et l'argent nécessaire pour communiquer le même discours deux fois, en un seul jour, et pendant près d'une heure. . . et qu'elle n'a pu trouver le moyen de nous en donner à C.B.K. pas même un petit résumé français d'un quart d'heure. On donne **double portion** en anglais; mais en français, **rien**.

La même situation existe pour le service quotidien des nouvelles. La Commission irradie chaque jour **cinq** émissions de nouvelles, dont l'une vient de Londres. De nouvelles en français, **rien**. Notons que les postes locaux donnent en plus chaque jour huit autres émissions de nouvelles, ce qui porte à 13, le nombre des programmes où il se donne ici des nouvelles en anglais. Est-il vrai que la Commission canadienne soit incapable de nous donner une seule émission française de nouvelles?

de nous donner une seule émission française de nouvelles?

* * *

LA RADIO ET LA POLITIQUE—Pourtant quand on veut donner tel ou tel programme, on en trouve facilement le moyen. Ainsi pendant les élections fédérales Radio-Canada donne **gratuitement**, tout son réseau national, 12¾ heures aux partis politiques, pour irradier leurs discours. Avant de faire des cadeaux, ce serait une règle des plus élémentaires de bien servir le public.

* * *

LA RADIO ET LES FINANCES—La question d'argent ne devrait pas entrer en ligne de compte quand il s'agit de donner sa juste part à l'élément français en dehors du Québec.

Si on y tient mordicus, il sera bon de se rappeler que Radio-Canada a eu l'an dernier un surplus net de 357 mille dollars. On devrait en toute justice s'en servir pour améliorer le sort du français en dehors du Québec.

* * *

Nous pourrions soumettre bien d'autres considérations touchant le problème de la radio. Rappelons seulement ce que disait, l'an dernier, M. Brockinton, président de Radio-Canada, devant le comité parlementaire de la radiodiffusion (procès-verbal, 2 mars 1939, P. 3-6);

"A mon sens quiconque jouit du droit d'exploiter un poste de radio occupe une partie du DOMAINE PUBLIC. Nous sommes les syndics des détenteurs de licences. . . Ces derniers comprennent des gens de LANGUE FRANÇAISE et des gens de langue anglaise; nos auditeurs représentent l'Est et l'OUEST."

* * *

Tirons les conclusions. Radio-Canada est au service de tout le pays, français et anglais, Est et Ouest. Les autorités se doivent de traiter tous les contribuables sur un pied d'égalité.

En dehors du Québec, nous comptons 700,000 canadiens de langue française; Radio-Canada a le devoir de les servir tout aussi bien que le reste de la population. Pour dissiper toute équivoque, disons que le réseau d'ondes-courtes que la Commission espère établir ne serait nullement satisfaisant pour nous. Nous reviendrons sur le sujet.

Une solution s'impose: CBK (Watrous) peut, sans nuire à qui que ce soit, desservir l'élément français de nos trois provinces des prairies.

Nous ne demandons rien d'exorbitant, mais seulement que la radio qui est du "domaine public" reste au service du public, pour le français comme pour l'anglais, et pour l'Ouest comme pour l'Est.

P.-E. BRETON, O.M.I.

(La "Survivance", 28 février 1940)